



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2023

Numéro 009



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

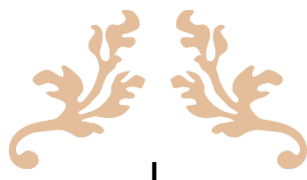
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°009 Mars 2023

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences
Études germaniques,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.org cerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

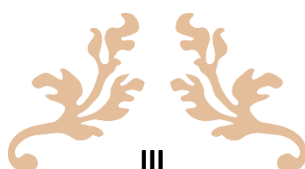
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

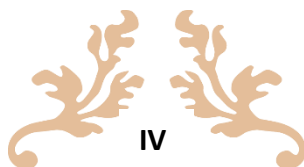
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

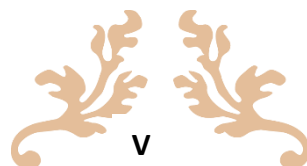
-GOLE Antoine, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Ladislav NZE BEKALE

Les défis et les enjeux des lignes directrices relatives à la gouvernance foncière de l'Union Africaine.....7-19

KOUASSI Bahtey Boussou Ghislain

Du chevauchement de deux institutions d'intégration en Afrique de l'Ouest: La CEDEAO et l'UEMOA.....20-34

Mamadou Adama GAYE

Le Fleuve Sénégal au cœur des enjeux géopolitiques : Continuité naturelle ou limite géographique.....35-46

Amon Guy Serge ATCHIE

Les premiers contacts des Portugais avec les Africains de la côte ouest-africaine47-59

Dr. POGOROWA Jérémie

Le désenchantement du discours de l'émergence au Burkina Faso (2005-2014).....60-70

OUATTARA Brahim

Le Carnaval comme moyen de résistance à la perte de l'Africanité des descendants d'enclaves noirs d'Amérique : Du XV^e au XX^e Siècle.....71-85

Dr. Nathanaël T. Niambi

La Chine en Afrique : Diplomatie de la Covid-19.....86-100

Mohamadou Mountaga DIALLO & Mamadou Bouna TIMERA

La gestion des frontières, entre politique institutionnelle et pratiques des populations : L'enjeu de la coopération transfrontalière ? Cas du Sénégal et de ses voisins).....101-117

Dr. NOUMBISSIE TCHAMO Daniel B.

Le concept de Communauté Internationale, sans ou avec l'Afrique ? : Entre approches réaliste et libérale.....118-134

Kando Romaric KAPIEU

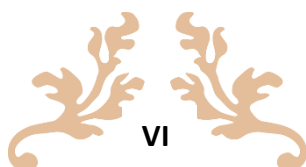
Rivalité Asec-Africa et catégorisation identitaire en Côte d'Ivoire de 1947 à 1993135-146

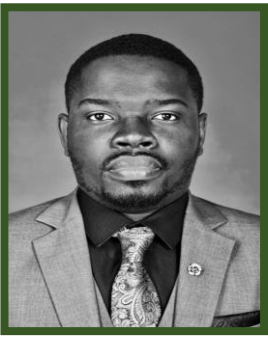
Emmanuel NDZENG NYANGONE

L'Africanisation de la Diplomatie de la Paix : Etude de cas des bons offices gabonais en Afrique (1977-2008).....147-163

Dr AMEWOUI-EKUE-ADJOKA Folly Mawussey G.

Analyse critique des relations franco-africaines à l'ère de la « Coopération»164-175





La Chine en Afrique : Diplomatie de la Covid-19

Dr. Nathanaël T. Niambi

PhD en Relations internationales, spécialisé dans les questions sino-africaines, formateur à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)/ Université Marien Ngouabi (UMNG), Brazzaville, République du Congo/ tnniambi@live.fr

Résumé

La flambée de la nouvelle maladie à coronavirus a révélé les forces et les faiblesses de l'interdépendance qui caractérise les États à l'ère de la mondialisation. Elle a notamment dévoilé à quel point chaque continent, chacun à sa manière, était plus ou moins connecté à la République Populaire de Chine (RPC) en 2020. Après avoir réussi à réduire la propagation du virus sur leur sol, les Chinois ont commencé à mener une série d'actions dans le but d'effacer de la mémoire collective leur part de responsabilité dans la crise sanitaire internationale causée par la COVID-19. Cela s'est manifesté par une multiplication rapide des aides et dons aux nations touchées. Une assistance sanitaire chinoise se voulant désintéressée au premier abord, mais qui cachait finalement une véritable démonstration de soft power à l'échelle planétaire que nous baptiserons ici « diplomatie de la COVID-19 ». Ainsi, l'Afrique, qui entretient une coopération très dynamique avec l'empire du Milieu depuis les années 2000, ne sera pas exempte des diverses conséquences liées à la pandémie. C'est dans cette optique que le présent article s'inscrit, afin de proposer une réflexion analytique relative aux incidences du coronavirus sur le volet diplomatique sino-africain.

Mots-clés : COVID-19, Afrique, Chine, diplomatie, soft power, coopération.

Abstract

The outbreak of the new coronavirus disease has revealed the strengths and weaknesses of interdependence characterizing states in the era of globalization. It has notably shown to what extent each continent, in its own way, was more or less connected to the People's Republic of China (PRC) in 2020. After successfully reducing the spread of the virus within their own borders, the Chinese began to take a series of actions aimed at erasing their share of responsibility in the international health crisis caused by COVID-19 from collective memory. This was manifested by a rapid multiplication of aid and donations to affected nations. Chinese healthcare assistance appeared disinterested at first, but ultimately hid a true demonstration of soft power on a global scale that we will call here the "COVID-19 diplomacy". Thus, Africa, which has maintained a highly dynamic cooperation with the Middle Kingdom since the 2000s, will not be exempt from the various consequences related to the pandemic. It is in this context that this article proposes an analytical reflection on the implications of the coronavirus on the Sino-African diplomatic front.

Keywords: COVID-19; Africa; China; diplomacy; soft power, cooperation.

Introduction

En 1957, la « grippe asiatique » repérée dans la province chinoise de Guizhou se répand dans le monde entier et fait 1,1 million de morts. En 1968, c'est au tour de la « grippe de Hong Kong » de sévir en Asie, aux États-Unis et en Europe en emportant 1 million de vies humaines.

En 1997 apparaît, également dans l'ancienne colonie britannique, la « grippe aviaire » qui s'attaque principalement aux animaux, mais expose de nombreuses personnes à diverses infections. En 2003, c'est le Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) qui se propage dans une trentaine de pays depuis le sud de la Chine et sera responsable de 774 morts¹. Il n'est pour l'heure pas possible d'établir le nombre total exact de victimes liées au nouveau coronavirus apparu dans la ville de Wuhan en décembre 2019, mais une chose est évidente.

Ce n'est pas la première fois au cours des dernières années qu'une épidémie virale est originaire de la RPC. Toutefois, aucune n'a été plus médiatisée et plus virulente que la COVID-19 qui est maintenant considérée comme la plus grande crise sanitaire internationale depuis la Seconde Guerre mondiale.

La propagation de ce virus à travers tous les continents est inédite parce qu'elle s'accompagne de lourdes répercussions sur le plan économique, social, culturel, militaire, géostratégique et politique. Même si les effets sont variables selon les différents pays touchés, la situation du continent africain semblait la plus alarmante selon les premières études menées par les organismes internationaux les plus importants. C'est dans cette veine que la

Chine entend porter une assistance sanitaire et économique à l'Afrique. Continent avec lequel, elle possède désormais depuis près de 20 ans des relations enrichies avec des investissements importants dans les infrastructures, les ressources naturelles, le commerce et la coopération technique.

Ce mouvement d'aide reste, sans conteste, la partie émergée de l'iceberg, car il s'accompagne d'une activité diplomatique fébrile qui n'est pas fortuite. Il s'agit là d'une véritable diplomatie de la COVID-19 déployée par Pékin pour ne pas perdre ses acquis sur le continent, mais aussi pour pérenniser sa présence. La diplomatie de la COVID-19 de la Chine est une nouvelle stratégie de coopération avec les pays africains, qui a suscité beaucoup de débats et d'interrogations quant à ses motivations et ses conséquences. En effet, les actions chinoises de solidarité sont considérées par certains comme un moyen pour le géant asiatique de renforcer son soft power et son image à l'échelle mondiale.

La pandémie liée à la maladie à coronavirus a bouleversé les relations internationales et a mis en évidence les inégalités et interdépendances entre les différents pays et régions du monde. En tant que tel, le sujet traité dans cet article se penche sur les enjeux de la coopération internationale dans un contexte de crise sanitaire mondiale et explore les impacts à long terme de cette coopération sur les pays africains et leur développement économique et politique.

C'est dans cette optique que nous allons examiner de près ce nouveau phénomène qui soulève d'importantes questions de recherche pendant cette période pandémique en matière de diplomatie sino-africaine.

Qu'est-ce qui fait de la nouvelle diplomatie de la COVID-19 un instrument supplémentaire au service du soft power chinois en Afrique ? Quelles sont les retombées de ce nouveau coronavirus sur la diplomatie

¹ Plus de détails à ce sujet sont consultables sur le site internet www.sciencesetavenir.fr/sante/avant-le-nouveau-coronavirus-d-autres-epidemies-parties-de-chine_140729, (consulté le 8 octobre 2021).

africaine ? Comment l'Afrique pourrait-elle tirer avantage de cette crise sanitaire lors de ses prochains échanges avec Pékin ?

Au vu des questions que notre problématique soulève, nous pouvons énoncer quelques hypothèses servant de fil conducteur à notre réflexion. La Chine utiliserait la crise de la COVID-19 pour promouvoir son modèle de gouvernance, en mettant en avant sa réponse rapide et efficace à la pandémie.

En fournissant de l'aide médicale à d'autres pays, Pékin renforcerait à la fois son influence et son image de partenaire fiable et responsable dans la communauté internationale où les Occidentaux n'ont pas pu s'imposer en tant que leaders mondiaux aux premières heures de la maladie à coronavirus. La résilience du système de santé aurait été mise à rude épreuve par la COVID-19, ce qui mettrait en évidence la nécessité d'une coopération internationale accrue avec la Chine dans le domaine sanitaire et bien d'autres.

Ce travail s'emploiera d'abord à exploiter des repères historiques récents et passés pour déterminer les types de diplomatie exercées par la Chine en Afrique par le biais d'une méthode chronologique. Il s'appuiera ensuite sur une exploitation qualitative des données disponibles pour établir l'existence récente d'une diplomatie de la COVID-19 basée sur le soft power chinois avant d'apprécier son impact sur la diplomatie africaine et d'adresser quelques modestes recommandations. Ainsi, cette réflexion s'organisera en quatre parties.

La première met en lumière l'évolution des liens diplomatiques entre la Chine et l'Afrique (1) tandis que la deuxième se rapporte aux stratégies mises en place par la Chine en Afrique pour déployer son soft power au moment de la pandémie (2). La troisième partie se rapporte aux conséquences de la COVID-19 sur la diplomatie africaine (3) pour faire place à quelques recommandations émises dans le but de

bâtir une coopération sino-africaine plus équilibrée à l'avenir (4).

1. L'importance de la relation sino-africaine

Avec le coronavirus, c'est un nouveau chapitre des relations sino-africaines qui s'écrit juste sous nos yeux. Au-delà du cadre purement humanitaire et sanitaire, le nouvel élan de solidarité dont Pékin fait preuve à l'égard des pays africains revêt à la fois un caractère étatique et symbolique. Étatique d'une part, parce qu'il fait non seulement intervenir plusieurs hommes politiques, incluant des ambassadeurs, mais également des hommes d'affaires influents de la diaspora, des multinationales, des sociétés publiques chinoises dont la coordination des actions représente directement ou indirectement la courroie de transmission entre le plus grand pays en développement du monde et le continent rassemblant le plus grand nombre de pays en développement².

Symbolique d'autre part, parce qu'il convoque l'Histoire avec entre autres, l'établissement des premières relations diplomatiques entre l'empire du Milieu et le berceau de l'humanité quand l'explorateur chinois Zheng He rencontrait le sultan de Malindi (aujourd'hui Kenya) en 1414. Après cette époque lointaine, les relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique n'ont cessé d'évoluer au point même de ressembler sur le long terme à la relation amoureuse d'un jeune couple. À cet effet, il sied de retenir quatre phases importantes concernant la dynamique diplomatique sino-africaine.

Premièrement, nous avons la **phase sentimentale** qui est observable entre 1955 et 1976. C'est une période

² Ce rapprochement avait été fait par l'ancien président chinois Jiang Zemin lors de son allocution pour la cérémonie d'ouverture de la première conférence ministérielle du FCSA, disponible en français sur le site internet http://www.focac.org/fra/zywx_2/zyjh/200411/t20041105_7961212.htm, (consulté le 10 mars 2023).

marquée par deux événements principaux. Il s'agit d'abord de la guerre froide (1947-1991), conflit idéologique et géopolitique qui entraîna la bipolarisation des relations internationales à l'échelle mondiale, et ensuite de l'accélération du processus de décolonisation qui favorisa le rapprochement entre l'Afrique et l'Asie.

C'est dans ce contexte que plusieurs pays du Sud se réuniront à la conférence de Bandung du 18 au 24 avril 1955 en Indonésie, point de départ du mouvement des non-alignés, pour afficher leur solidarité face à l'impérialisme occidental. Parmi tous ces États du tiers-monde figure la Chine maoïste qui, en rupture avec le révisionnisme soviétique, était déjà en quête de reconnaissance diplomatique afin de s'emparer du siège de la République de Chine (Taïwan) au Conseil de Sécurité des Nations Unies³ et de s'affirmer aussi bien comme le « frère du Sud » que la nouvelle « puissance du Sud » possédant le meilleur système politique à l'aube des indépendances.

À ce niveau, la diplomatie chinoise, se contentant de mettre en évidence les points communs partagés avec le continent africain, est surtout idéologique. Elle se limite à de vastes programmes d'aides et de dons sans autre but que celui de trouver, sur la scène internationale, des alliés auprès de qui faire valoir et afficher sa grandeur d'antan perdue lors du déclin de l'empire au XIX^e siècle et de l'occupation japonaise au XX^e siècle. Cette vague de soutien, plutôt considérée par Pékin comme une entraide, s'est calmée en 1976 après la finalisation des travaux du chemin de fer Tanzam allant de la Zambie à la Tanzanie (J.-R. Chaponnière, 2008, p. 40).

³ C'est en 1971 que la résolution 2578 votée par l'Assemblée générale des Nations Unies, constituée par plusieurs pays du tiers-monde, permettra à la RPC de remplacer la République de Chine au Conseil de Sécurité.

Deuxièmement, nous avons la **phase de réévaluation** entre 1978 et 1989 qui se traduit par l'isolement diplomatique relatif et volontaire de la partie chinoise délaissant l'Afrique pour se concentrer sur ses problèmes internes. De toute évidence, après la mort du président Mao Zedong en 1976, les nouveaux dirigeants du Parti Communiste Chinois (PCC) se rendent bien compte qu'on ne nourrit pas seulement le peuple de belles paroles. La famine et la pauvreté secouent l'empire du Milieu plus que jamais. C'est l'ère de la réforme et de l'ouverture économiques défendues par Deng Xiaoping en 1978 qui vise, avant tout, l'enrichissement et le bonheur de la nation chinoise.

L'Afrique est ainsi de plus en plus perçue comme un vaste marché d'exportation, mais aussi une future source d'approvisionnement en énergie et ressources naturelles. Ainsi, l'aide chinoise se transforme progressivement en coopération basée sur quatre principes revisités⁴ par le Premier ministre chinois, Zhao Ziyang lors de sa tournée africaine de 1982 à 1983 : « Égalité, bénéfice mutuel, diversification dans les formes et développement mutuel » (I. Niang, 2018).

Par ailleurs, un élément viendra accroître la distanciation et plongera encore Pékin dans un deuxième isolement diplomatique, mais cette fois-ci involontaire. En 1989, la communauté internationale critique violemment et ne cesse de faire la morale au régime chinois suite aux événements tragiques de Tian An Men

⁴ Zhao Ziyang présentera ici une version allégée et revisitée des 8 principes fondamentaux de la diplomatie chinoise énumérés pour la première fois par Zhou En Lai lors de sa tournée africaine de trois mois entre 1963 et 1964 : égalité entre partenaires ; bénéfices mutuels ; respect de la souveraineté ; utilisation de dons et de prêts sans intérêts ; renforcement du bénéficiaire ; respect des obligations ; offre des meilleurs équipements fabriqués en Chine ; mêmes conditions de vie pour les coopérants chinois que celles de la population locale.

(天安门) qui interviendront dans l'après-révolution culturelle et causeront la mort de centaines de Chinois voulant signaler la corruption de certains hommes politiques du parti et manifestant pour plus de réformes démocratiques. La Chine adopte alors la diplomatie du profil bas et ne cherche ni à se justifier ni à défendre ses actions.

Troisièmement, nous atteignons la **phase d'engagement** entre 1990 et 2009. La Chine passe alors de l'idéalisme dans laquelle elle se complaisait au réalisme. Elle ne peut plus se permettre de négliger les 55 pays africains ou plutôt le potentiel électoral qu'ils représentent au sein des institutions internationales qui l'empêchent de participer pleinement à la prise des grandes décisions.

Elle met alors en place une importante politique de séduction et de reconquête du continent pour bénéficier alternativement de son soutien politique visant à faire valider ses résolutions, à réduire la souveraineté diplomatique de l'île de Formose⁵, mais aussi à multiplier ses investissements à l'étranger. En 1999, le gouvernement chinois initie la fameuse « stratégie de mondialisation » ou « going global » (走出去战略) qui exhorte plusieurs entreprises chinoises locales à investir au Sud (J.-R. Chaponnière, J.-J. Gabas et al., 2012, p. 55).

S'en suivra le premier Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FCSA) en 2000 qui viendra renforcer et offrir un cadre plus formel aux relations diplomatiques entre les deux parties. Elles deviennent tellement complémentaires, qu'il est désormais presque impossible de dissocier la diplomatie chinoise de la coopération

⁵ Taïwan perdra progressivement la reconnaissance et le soutien de l'Afrique du Sud en 1998, du Sénégal en 2005, du Tchad en 2006, du Malawi en 2008, de la Gambie et de Sao Tomé et Príncipe en 2016 et du Burkina Faso en 2018. Sur l'ensemble des 54 États africains, seul le eSwatini (ex Swaziland) continue d'entretenir des relations avec Taïwan en 2020.

économique « win-win », qui fera du géant asiatique le premier partenaire commercial du continent en 2009 (F. Lafargue, 2009, p.2). L'époque des dons est révolue et remplacée par celle des prêts. À ce stade, on pourra retenir que la diplomatie chinoise est autant économique qu'idéologique. Elle se veut donc stratégique et cherche par tous les moyens mis à sa disposition d'assoir sa puissance en vue d'assouvir ses désirs hégémoniques croissants, rien que cela.

Finalement, la Chine et l'Afrique ont vécu le parfait amour jusqu'à ce que les Africains déchantent et se rendent bien compte que leur nouvelle association diplomatico-économique n'est pas tant que cela « gagnant-gagnant » (A. Gaye, 2012, p. 22). On entame très lentement, mais sûrement la **phase de l'amertume et des déceptions**. Le continent africain est bien conscient du risque lié au néocolonialisme en laissant trop d'ascendant à la Chine qui propose et dispose presque de tout sur ses terres arborant parfois des airs de province chinoise.

Mais encore faudrait-il signaler que c'est la société civile et des citoyens lambdas comme l'artiste kenyan Michael Soi⁶ qui prennent le temps de dénoncer et peindre cette réalité caractérisée par une asymétrie diplomatique palpable et minée de l'intérieur par des problèmes socio-économiques de plus en plus nombreux (T. Struye de Swielande, 2011, p. 24). Les hommes d'État africains quant à eux préfèrent généralement fréquenter l'école du politique aveugle, sourd et muet tant que Pékin leur sert d'alternative aux créanciers occidentaux habituels pour renflouer les caisses publiques ou tout simplement leurs poches personnelles.

⁶ L'art politique est l'instrument de dénonciation du peintre kenyan pour mettre en avant la relation controversée des élites africaines et chinoises. Il a notamment retenu l'attention du monde entier avec sa collection « China loves Africa ».

C'est en fonction de cette relation controversée que la diplomatie chinoise s'est vue attribuée plusieurs dénominatifs au cours de ces dernières années : « diplomatie du chéquier » ; « diplomatie des stades » ; « diplomatie de la canonnière » et jusqu'à récemment en 2018, « diplomatie de l'endettement » (N. Niambi, 2019, p. 220).

Toutefois, la COVID-19 qui a fait sa première apparition dans la province du Hubei en Chine, viendrait mettre en péril cette fragile stabilité politique et tous les efforts fournis par le soft power chinois entre les deux camps. D'où l'on remarque, la naissance d'une diplomatie sanitaire supposée sauver le continent avant qu'il ne soit trop tard.

2. Le soft power chinois à l'heure africaine de la COVID-19

À l'officialisation du premier cas de la COVID-19 le 11 janvier 2020 par la Chine, il faut signaler que la maladie a très vite été politisée aussi bien par les autorités locales et les médias que par d'autres États à l'extérieur. On peut rapidement évoquer le cas du docteur Li Wenliang, contraint de remplir une déclaration parlant de fausse rumeur quand il a lancé l'alerte au sujet de l'apparition du virus à Wuhan, le 30 décembre 2019. Le médecin mourra plus tard dans son hôpital des suites du coronavirus avant d'être encensé comme un véritable héros national sur les réseaux sociaux chinois.

Cet exemple prouve à quel point l'information était très contrôlée et stratégique au début de la crise sanitaire. Indubitablement, selon son ampleur, la maladie avait de fortes chances de montrer soit la maturité soit l'immaturité étatiques d'une Chine qui, ne le cache presque plus, aspire à devenir une superpuissance au même titre que les États-Unis (USA) sinon voire *primus inter pares*. Il était donc primordial après l'épisode du SRAS de 2003 que le régime chinois montre son aptitude à maîtriser la situation en coopérant étroitement avec

l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dont l'actuel directeur général n'est autre que le premier Africain à diriger l'institution. Ce qui donne d'ailleurs matière à réfléchir quand on sait que la précédente directrice, et ce, pendant deux mandats allant de 2006 à 2017, Margaret Chan, était de nationalité chinoise.

Comme cela a été susmentionné, la Chine a lancé une véritable campagne de séduction à partir de 1990 pour gagner une place prépondérante dans le système onusien dont l'OMS fait partie. À sa façon et de « manière douce », sans avoir à recourir ni à la force ni à la menace, elle a persuadé les autres acteurs africains du concert des nations qu'ils avaient les mêmes besoins en matière de développement.

Cela va sans dire que Pékin a passé les deux dernières décennies à diffuser, par le truchement d'une propagande diplomatique extrêmement forte et parfois agressive, l'image d'une nation chinoise économiquement et militairement puissante, suffisamment moderne à la pointe de la technologie, culturellement ouverte et politiquement responsable. Autant de ressources tangibles et intangibles qui renvoient aux concepts de *hard power* et *soft power* de Joseph Nye et qui lui ont permis, en plus d'être membre permanent du Conseil de sécurité, de diriger quatre des quinze commissions rattachées aux Nations Unies (V. Niquet, 2020, p. 3).

Par conséquent, l'on peut distinguer une vague passée et une vague présente de soft power chinois s'exerçant à l'heure africaine de la COVID-19.

S'agissant de la vague passée de soft power chinois, l'arrivée du Docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, ancien Ministre des Affaires Étrangères d'Éthiopie (2012-2016), à la tête de l'OMS peut être considérée comme le résultat attendu par la Chine qui a vivement soutenu sa candidature pour se protéger durablement des critiques

habituelles en temps d'épidémie, celles qui viennent ternir l'image nationale qu'elle s'est donnée tant de mal à bâtir. Et force est de constater que ce dernier est originaire d'Éthiopie, un pays où la Chine a délocalisé une grande partie de ses entreprises et qui bénéficie de nos jours d'une ouverture aux marchés nord-américains et européens sans droits de douane grâce à son « Eastern Economic Zone ». Un pays africain, il faut le préciser, qui abrite depuis 2012 le siège de l'Union Africaine (UA) entièrement financé et construit par l'empire du Milieu.

Un pays qui accueille également sur son sol le siège régional de l'agence de presse Xinhua entièrement dévoué au PCC et le siège du fonds sino-africain de développement (J.-P. Cabestan, 2012, p. 54-55). Somme toute, un pays où est localisé depuis 2017, le nouveau siège des centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) qui a été construit à hauteur de 80 millions de dollars par les Chinois (Financial Times, 2020). Tous ces éléments pourraient en partie expliquer le choix récent des Américains de suspendre leur contribution financière à l'OMS le 14 avril 2020 parce qu'ils jugeaient l'organisation internationale beaucoup trop conciliante avec les Chinois dans la gestion de la crise sanitaire sur leur territoire. Bien qu'il ne travaille pas pour son État, l'actuel chef de l'OMS n'a donc jamais caché sa proximité avec le géant asiatique qui a tant fait pour son pays. Ce qui pose alors une sérieuse problématique de redevance et de légitimité en ce qui concerne toutes ses décisions liées à la COVID-19.

S'agissant de la vague présente de soft power chinois, il faudrait juste pointer du doigt les actions menées par la Chine sur la scène internationale après avoir réduit son taux de contamination locale à la mi-mars 2020. Empêtrée dans une guerre de mots avec les USA qui l'accuse de ne pas avoir été assez transparente sur sa gestion et ses chiffres de la COVID-19 et qui la soupçonne même d'être à l'origine de ce

« virus chinois » (J. Viala-Gaudefroy et D. Lindaman, 2020), la Chine a su habilement retourner la situation à son avantage en apportant un important soutien logistique, technologique et médical aux pays les plus affectés. L'objectif étant de déployer le plus rapidement possible une diplomatie sanitaire capable d'atténuer le jugement négatif des puissances amies à son égard pendant que le président américain, Donald Trump, avait choisi de s'enfoncer de jour en jour dans une diplomatie isolationniste.

L'Afrique, où la Chine joue un rôle majeur, a été rapidement assistée avant même que les partenaires occidentaux ne puissent parler d'un moratoire sur la dette. Une série d'aides venant de plusieurs acteurs chinois implantés et impliqués sur le continent. On compte des milliers de masques, kits de dépistage, réactifs de diagnostic, combinaisons protectrices, ventilateurs, thermomètres et gants... Toutefois, le don le plus remarquable viendrait sans doute de la fondation du philanthrope chinois et deuxième fortune du pays, Jack Ma. Un homme dont les actions sur le continent africain seraient favorables au régime chinois, mais aussi à ses projets d'y internationaliser un clone de son groupe Alibaba, leader mondial du commerce en ligne, dont il n'est plus président depuis le 10 septembre 2019 (A. Faivre, 2020).

Alors, qu'on parle de diplomatie du virus ou du masque, Pékin a réussi d'une façon brillante et subtile à utiliser les relations internationales pour faire passer un message très emblématique à toute la diplomatie africaine pendant la crise de la COVID-19 : même s'il est autoritaire, l'État chinois reste fort et sage comparé aux démocraties occidentales faibles et désordonnées qui ont montré les limites d'un multilatéralisme en perte de vitesse. Il a toujours raison même quand il a tort. Il reste ce frère du Sud qui n'hésitera pas à aider ses amis africains en cas de problème. L'Afrique doit donc lui rester éternellement reconnaissante, loyale et

chérir son amour fraternel. Néanmoins, la mélodie aurait pu être parfaite si seulement les images et vidéos, montrant les mauvais traitements infligés à plusieurs expatriés noirs vivant en Chine, n'avaient pas fait le tour de la toile internet.

2.1. Les récentes tribulations de la diplomatie chinoise

La fausse note survient le 10 avril 2020 quand le collectif des ambassadeurs africains exerçant à Pékin adresse une lettre ouverte au ministère chinois des Affaires étrangères pour lui faire part de ses préoccupations au sujet des conditions de vie de sa diaspora se trouvant dans la ville de Guangzhou, province du Canton.

Ces diplomates exigent la fin des tests, quarantaines forcées et des mauvais traitements qui ciblent particulièrement les ressortissants africains. En effet, au début du mois, redoutant une deuxième vague de contaminations venant de l'extérieur, la Chine avait mis en place un important filet sanitaire pour filtrer le rapatriement de ses citoyens bloqués dans d'autres pays et l'entrée récente d'étrangers sur son territoire avant la fermeture complète de ses frontières.

Pendant la mise en place des nouvelles mesures, cinq Nigériens testés positifs dans la ville de Guangzhou n'ont pas respecté leur période de quarantaine et ont fréquenté des lieux publics. Ce qui a immédiatement suscité la colère démesurée de la population chinoise allant jusqu'à afficher sur les réseaux sociaux son désir de renvoyer tous les Africains chez eux. Malheureusement, après cet épisode, tous les commerçants, diplomates et étudiants noirs présents dans la ville, en règle ou pas, ont rapidement été stigmatisés par les autorités locales.

Du jour au lendemain, sans explications, un grand nombre d'entre eux s'est vu refuser l'accès aux restaurants et boutiques de première

nécessité. Pire, certains ont été expulsés de leur appartement et d'autres de leur hôtel. Et n'ayant plus que la rue pour seul refuge, c'est dans une hypocrisie flagrante que des policiers ont confisqué leur passeport en leur demandant de ne pas trainer dehors à cause de la maladie. Ainsi, c'est en plein hiver, dans le froid et la faim, dormant par terre ou sous des ponts comme des mendiants, que les Africains du monde entier ont découvert avec effroi sur des vidéos postés à travers internet comment leurs semblables étaient traités en Chine pendant la pandémie (Jeune Afrique, 2020). À la suite de cela, des témoignages et des allégations sur la présence de racisme, discrimination et xénophobie en Chine n'ont cessé de se multiplier.

Sur Twitter, c'est pendant la campagne de colère avec le mot-clé diésé « China Must Explain » que la diplomatie africaine s'est vue contrainte de réagir momentanément pour demander des explications aux autorités chinoises. L'UA et une douzaine de ses pays membres, pour ne citer que le Nigéria, ont respectivement convoqué des ambassadeurs chinois en poste en Afrique en leur demandant d'intervenir. Dans le déni total, leur réaction sera la même que celle de leur centrale voulant à tout prix éviter que l'actuelle crise et leur récente aide sanitaires n'aboutissent à une crise diplomatique sino-africaine qui aurait des répercussions irréversibles sur le commerce bilatéral.

Selon les chiffres officiels de l'administration générale des douanes chinoises, le commerce entre la Chine et l'Afrique représenterait 208 milliards de dollars en 2019 (J. Marsh, 2020). Le ministère chinois des Affaires étrangères éludera simplement les problèmes liés aux mesures de prévention arbitraires prises à Guangzhou et soutiendra la thèse selon laquelle il s'agirait de « malentendus » causés par une mauvaise communication entre la communauté africaine et les autorités locales.

La Chine traiterait tous les étrangers sur le même pied d'égalité pendant la COVID-19 et personne ne souffrirait d'une quelconque discrimination. Une prise de position prévisible, car les jours où la Chine devait subir les critiques sans se défendre font désormais partie du passé.

On la voit non seulement se justifier, mais aussi parfois montrer les crocs pour s'imposer et convaincre les autres pays. Un style diplomatique plus offensif que plusieurs experts qualifient déjà de « diplomatie du loup guerrier » faisant clairement allusion à l'actuel président chinois, Xi Jinping (M. Julienne, 2020, p. 3). Pour clore cette partie, le tableau 1 nous offre un récapitulatif des différents types de diplomatie employées par la Chine en Afrique de 1955 à 2020.

Tableau 1 : Évolution chronologique de la diplomatie chinoise en Afrique (1955-2020)

Power	Repères temporels	Types de diplomaties
Soft power	Conférence de Bandung (1955) Mort de Mao Zedong (1976)	Diplomatie idéologique
	Réformes économiques, Deng Xiaoping (1978) Évènements de Tian An Men (1989)	Diplomatie du profil bas
	Début de l'ère « Going Global » (1990) 1 ^{er} partenaire commercial de l'Afrique (2009)	Diplomatie économique et idéologique
Hard power	7 ^e édition du FCSA (2018) 1 ^{er} cas connu de pneumonie à Wuhan (2019)	Diplomatie de l'endettement
	Éclaration de la pandémie par l'OMS 11 mars 2020	Diplomatie de la COVID-19 + Diplomatie du loup guerrier

Source : N. NIAMBI, 2023.

3. Conséquences de la COVID-19 sur la diplomatie africaine

Les scientifiques, les économistes, les politiques et les intellectuels de tous bords tous côtés s'accordent à dire de façon alarmiste que la crise sanitaire liée à la COVID-19 fragilisera durablement les États africains encore peu résilients face aux changements provoqués par la mondialisation. Si l'on s'intéresse uniquement au secteur politique, la maladie à coronavirus devrait également avoir plusieurs conséquences directes et indirectes sur la diplomatie africaine.

En premier lieu, la Chine cherchera à renforcer ses relations diplomatiques avec les pays qui lui sont le plus favorables sur la scène internationale pour préparer l'après-COVID-19. Elle aura besoin de tous les soutiens disponibles pour éviter d'essuyer un procès mondial unilatéral où elle devra rendre des comptes aux pays les plus touchés par la maladie. Ce qui veut dire que la diplomatie chinoise se rapprochera encore plus des gouvernements africains qu'avant. Nonobstant, cette nouvelle proximité politique, si elle se réalise, risquera de banaliser la présence chinoise sur le continent auprès de la population africaine.

Elle pourrait entraîner une désaffection massive et progressive de la Chine si celle-ci s'entête à ignorer la société civile africaine lors de ses futurs débats internationaux. Par exemple, plusieurs dons chinois, de l'argent ou du matériel distribués en grande pompe aux États africains pour lutter contre le virus ont fait le tour du continent, mais il est toujours actuellement difficile d'apprécier la redistribution de cette aide au niveau local. À qui aurait-elle réellement profité ? Pour l'opinion publique africaine, il est dorénavant largement admis que leurs hommes d'État sont tous corrompus et que tous ceux qui traitent avec eux, même quand il s'agit de bonnes actions, le sont tous d'office.

En deuxième lieu, ce rapprochement diplomatique aura un impact négatif sur les efforts entrepris par les bonnes volontés africaines de réduire la corruption et la pratique des pots-de-vin entre les deux partenaires. Ce qui passe bien évidemment par les promesses et les paiements. La pandémie risque d'augmenter l'asymétrie des rapports sino-africains. Lorsque la crise sanitaire sera passée, il pourrait même y avoir une récession diplomatique en Afrique dans la mesure où les politiques se retrouveront encore plus que jamais dans la position de ceux qui demandent. Et ceux qui reçoivent ont rarement le respect de ceux qui donnent dans la communauté internationale.

En outre, on pourrait assister au pire scénario possible si les autorités africaines se mettent encore à gager leurs matières premières pour obtenir une multitude de prêts qui servent rarement à aider les couches sociales les plus fragiles, mais endettent systématiquement encore plus les générations futures. C'est à ce moment qu'il faudra vraiment craindre que la diplomatie africaine se retrouve en partie muselée comme certaines institutions internationales qui préfèrent fermer les yeux, boucher les oreilles et se montrer moins critiques à l'égard de la Chine parce qu'elles sont devenues économiquement de plus en plus dépendantes d'elle à l'échelle mondiale.

En dernier lieu, suite aux bavures de Guangzhou, la diplomatie africaine pourrait avoir du mal à gérer les perceptions négatives à propos de la société et de la culture chinoises. Le spectre de l'hostilité envers les Chinois qui était présent au début de leur percée économique en Afrique risquerait de refaire surface avec plus de violence comme c'était le cas en 2007 quand le président Hu Jintao avait dû annuler une visite à la mine de Chambishi en Zambie pour éviter de provoquer des soulèvements populaires après la mort de 50 ouvriers dans une explosion due à des problèmes de sécurité en 2005 (N. Niambi, 2019, p. 69).

Dans le contexte actuel de crise sanitaire, la COVID-19 donnera nécessairement lieu à une hausse du taux de chômage dans le secteur formel et informel du continent. Le danger serait de voir de futurs chômeurs aigris assimiler la maladie aux Chinois évoluant en Afrique où ceux-ci continueront certainement à s'enrichir avec la bénédiction de leurs hommes politiques.

Le problème du racisme, de la discrimination ou de la xénophobie, c'est qu'ils peuvent marcher dans les deux sens. En fonction de la zone géographique, l'opresseur peut rapidement devenir l'opprimé et vice versa. Le Ministère chinois des Affaires Étrangères aurait ainsi tort d'oublier que ces dernières années de commerce bilatéral ont renforcé les flux migratoires entre les deux parties. On compte actuellement près d'un million de Chinois vivant en Afrique en petites communautés recluses ne voulant pas se mêler aux populations locales à cause de préjugés à l'égard des Noirs. Il leur faudrait donc changer d'attitude pour éviter un dangereux retour de flammes. Ce que subissent les Africains en Chine peut parfaitement s'appliquer aux Chinois en Afrique.

Enfin, ce n'est pas la peine de rêver à un changement radical et immédiat sur un continent asiatique qui associe culturellement depuis des lustres le blanc au beau et le noir à tout ce qu'il y a de négatif. Un réel changement de mentalité est possible, mais il prendra du temps. Bien qu'il soit très rarement associé à la violence, le racisme envers les Africains est une chose bien existante et courante en Chine continentale comme partout ailleurs dans le monde.

Il est parfois inconscient et conscient ou oppressant et modéré en fonction des milieux et villes, mais il reste humainement supportable à condition que les droits les plus basiques ne soient pas bafoués comme c'était le cas à Canton.

Lorsque les frontières seront totalement ouvertes, il serait intéressant de voir si beaucoup d'Africains quitteront ou iront moins en Chine aussi bien pour les études que pour le tourisme et les affaires.

4. Pour une coopération sino-africaine post-COVID-19 plus équilibrée

Depuis 1955, le *modus operandi* de la diplomatie chinoise s'inscrit dans l'esprit même des recommandations de leur ancêtre Sun Tzu renvoyant à l'idée de gagner sans avoir à combattre. Toutes les actions des diplomates chinois en Afrique même si elles semblent parfois désintéressées ont pour but de servir principalement la cause nationale sur les plans économique et politique. Quant aux Africains, il semblerait qu'ils existent uniquement au sein des organisations internationales pour aider et renforcer la présence diplomatique des autres États.

Le nombre est le seul atout diplomatique dont ils disposent au XXI^e siècle, mais ils sont toujours incapables d'en profiter pleinement par manque d'unité et d'organisation. C'est donc à la fois leur plus grande force et défi parce que les problèmes continentaux au-delà des frontières n'intéressent pas forcément la majorité des membres du groupe qui privilégient les solutions solitaires en permanence et solidaires au moment opportun.

Même la simple participation budgétaire dont chaque pays doit s'affranchir chaque année pour assurer le bon fonctionnement et l'autonomie de l'UA est parfois un vrai casse-tête chinois. Pourtant en deux décennies, les Chinois ont prouvé avec brio que le levier diplomatique pouvait être utilisé comme un parfait outil au service de l'économie d'un pays.

Par priorité, les diplomates des pays africains devraient travailler en étroite collaboration avec les ministres des Finances, les cadres des institutions régionales et sous-régionales, et

quelques ministères techniques pour élaborer des solutions idoines susceptibles de réduire la pauvreté de leur population respective. Les interventions diplomatiques devraient donc strictement être le prolongement d'une stratégie économique commune destinée à tirer avantage des rapports de force entre les différents partenaires étrangers investissant en Afrique pour soutenir les projets de développement internes.

Il faut arrêter de jeter des fleurs à un diplomate et encore moins à un ministre lorsqu'il réussit à obtenir un prêt exorbitant de la Chine là où d'autres ont échoué. Ces victoires trompeuses partant sur la base du principe gagnant-gagnant forment un véritable miroir aux alouettes du seul fait que ces prêts sont souvent gagés pour réaliser des projets décoratifs n'ayant aucune viabilité économique : des éléphants blancs. Par ailleurs, les experts de l'institution China Africa Research Initiative (CARI) estiment qu'il y a eu 152 milliards de dollars accordés à 49 gouvernements africains et à leurs entreprises entre 2000 et 2018 (D. Brautigam, 2020).

Malgré cela, la pandémie est encore venue un peu plus prouver que cet argent était utilisé à mauvais escient vu le caractère fragile permanent des sociétés locales qui peinent encore à se développer dans des économies qui continuent fièrement à servir de vaches à lait aux grandes multinationales étrangères.

Plus de technocratie et moins de bureaucratie, les diplomates africains envoyés en première ligne devraient posséder non seulement les compétences administratives, mais aussi techniques pour repérer les occasions favorables et négocier à armes égales avec leurs interlocuteurs. À ce propos, il est impératif que les États africains s'entourent de leaders pragmatiques capables de prendre les bonnes décisions pour une meilleure gestion de toutes les affaires politiques à

caractère économique. Une Afrique qui se rassure qu'elle possède *ad vitam æternam* des matières premières et une population jeune creuse sa propre tombe.

Le sous-développement n'est pas une fatalité en soi comme beaucoup le pensent. Au contraire, c'est justement lorsqu'on est dernier qu'on a envie de devenir premier. Ce qui empêche réellement la jeunesse africaine d'avancer c'est plutôt le sous-développement mental d'une oligarchie séculaire incapable de répondre efficacement aux besoins de leur société civile. Pour sortir de cette situation, la diplomatie africaine devrait renouer avec ses lettres de noblesse et servir principalement le bien-être des populations. Ici, il ne s'agit pas simplement de reproduire la diplomatie économique chinoise parce qu'elle fonctionne, mais plutôt de l'adapter au contexte historique, géographique, ethnique, social et politique en fonction des besoins de développement africains.

Lorsque la maladie à coronavirus a pris de l'ampleur dans le monde, on a pu constater que le réflexe de la plupart des gouvernements africains était de confiner leurs citoyens à l'instar de l'Asie et de l'Europe en oubliant que les réalités et les mentalités sur le terrain n'étaient pas forcément similaires. De la même façon qu'il fallait adopter des méthodes de prévention sur mesure, il faudrait aussi une diplomatie continentale sur mesure et cela passerait forcément par la synergie de tous les diplomates du territoire.

Le plus important pour eux étant de rester unis en misant plus sur des rapports multilatéraux avec la Chine afin de réduire les inégalités qui caractérisent la coopération sino-africaine lors des sommets et rencontres.

En Afrique, le fossé entre les pauvres et les riches n'a cessé de se creuser au cours des dernières années. Malgré cela, au lieu de rêver à devenir entrepreneurs, de plus en plus de jeunes voudraient se lancer dans la

politique non pas par patriotisme, mais parce que c'est devenu l'un des moyens les plus rapides de devenir riche et de voyager facilement. Évidemment, quand la maladie à coronavirus a commencé à toucher plusieurs hommes d'État souvent en mission à l'étranger, les plus démunis se sont réjouis de la fermeture des frontières et ont surnommé la COVID-19 de « maladie des élites mondialisées ».

Certains allant même jusqu'à souhaiter la mort de ces riches comme punition divine pour avoir négligé l'amélioration et le développement de leur système de santé local. Ainsi, la huitième Conférence ministérielle du FCSA qui s'est tenue les 29 et 30 novembre 2021 à Dakar, capitale du Sénégal, a été le moment symbolique attendu par le PCC pour répondre avec plus d'ardeur à ces attentes et déployer entièrement sa diplomatie de la COVID-19 sur le continent.

À l'issue de cette réunion qui a rassemblé les Chefs de délégation de la RPC, 53 pays africains et la Commission de l'UA autour du thème : « Approfondir le partenariat sino-africain et promouvoir le développement pour bâtir une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique dans la nouvelle ère », **la déclaration de Dakar**⁷ a été adoptée par consensus.

Celle-ci met en évidence, dans les paragraphes 2, 6 et 7, l'importance de la collaboration entre la Chine et l'Afrique pour lutter contre la pandémie de la COVID-19, notamment en renforçant les échanges d'informations, en partageant les bonnes pratiques et les bonnes expériences, en développant des vaccins et des traitements, en améliorant les capacités sanitaires, et en renforçant les systèmes de santé.

⁷ La déclaration de Dakar de la huitième Conférence ministérielle du FCSA est disponible sur le site internet officiel du Ministère des Affaires Étrangères de la République populaire de Chine : https://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/202112/t20211203_10461781.html (consulté le 10 mars 2023).

Dans divers domaines, plusieurs engagements ont été pris par la partie chinoise dans le cadre de ce 8^e FCSA. Toutefois, la priorité africaine devrait être de veiller à l'accomplissement de ces promesses par l'acquisition d'hôpitaux et la réduction des dettes jusqu'à la neuvième conférence ministérielle du FCSA qui aura lieu en 2024 en RPC.

Conclusion

En près de 65 ans, la diplomatie chinoise envers l'Afrique a connu plusieurs évolutions. Si elle était initialement idéologique, elle est devenue économique avant de prendre des allures hégémoniques en 2020. Tout au long de cette période, les Africains se sont souvent contentés de recevoir sans qu'il n'y ait eu de concertation ou de plan stratégique continental à long terme pour exploiter les relations diplomatiques avec la Chine.

L'Afrique pratique ainsi une « diplomatie figurative » où les dirigeants africains sont souvent des figurants dans un film dont la Chine est le personnage central, étant à la fois le financeur et le réalisateur. Même en pleine crise sanitaire mondiale de la COVID-19, les Chinois ont réussi à remplir leurs objectifs de politique africaine en utilisant habilement leur soft power pour promouvoir leur régime politique au détriment des démocraties occidentales.

L'aide qu'ils ont apportée à plusieurs pays africains pour lutter contre la propagation du virus leur permet de sécuriser le soutien politique du continent dans les institutions internationales pour l'après-COVID-19. Cela semble déjà avoir été réalisé judicieusement avec l'OMS, étant donné les liens étroits entre Pékin et son directeur actuel, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Tout cela met en lumière l'existence et l'évolution d'une diplomatie de la COVID-19 exercée par

la Chine dans le but d'instrumentaliser l'Afrique une fois de plus. Cette diplomatie, qui semble philanthropique, a de fortes chances d'être appliquée jusqu'au prochain Forum de Coopération Sino-Africain (FCSA) et intensifiera les échanges entre les dirigeants africains et chinois.

Toutefois, cela risque encore d'exclure la société civile de la table des négociations, ce qui affectera la crédibilité des diplomates de Pékin et suscitera la méfiance envers l'assistance chinoise. Après les actes discriminatoires survenus dans la ville de Guangzhou pendant la crise sanitaire, la détérioration des perceptions africaines de la société chinoise dans un avenir proche est plus que probable avec la naissance d'un potentiel sentiment antichinois.

Le seul moyen pour les deux parties de préserver leurs relations politiques et économiques serait de se rappeler que leurs intérêts sont mutuels et interdépendants dans la course au développement. Autrefois, les pays du Sud s'acceptaient malgré leurs différences au sein de cette grande famille qu'on appelait le tiers-monde. En d'autres termes, il est nécessaire de se rappeler que chacun a besoin de l'autre pour se révéler et que la collaboration doit être mutuellement bénéfique.

Remerciements

Cet article a été écrit par un ancien étudiant congolais (originaire du Congo-Brazzaville) qui a étudié pendant quelques années en Chine, dans la ville de Wuhan, à la Central China Normal University (华中师范大学). Il n'a nullement pour but de nuire aux différentes parties mentionnées, mais plutôt d'éclairer certaines zones d'ombre afin d'améliorer les relations entre la Chine et l'Afrique. En tant qu'auteur, j'assume l'entière responsabilité de son contenu. Néanmoins, je tiens personnellement à remercier du fond du cœur l'ensemble des personnels médicaux et des scientifiques africains, asiatiques et occidentaux qui se battent

toujours sans relâche, tels des héros masqués, afin de préserver nos vies ainsi que celles des générations futures.
Dr. Nathanaël T. Niambi

Références bibliographiques

BRAUTIGAM Deborah, 2020, « ChineseDebtRelief: Fact and Fiction », *The Diplomat*, disponible en anglais sur le site internet <https://thediplomat.com/2020/04/chinese-debt-relief-fact-and-fiction/>, (consulté le 15 octobre 2020).

CABESTAN Jean-Pierre, 2012, « China and Ethiopia, Authoritarian Affinities and Economic Cooperation », *China Perspectives*, 4, p. 53-62.

CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël, GABAS Jean-Jacques et al., 2012, *Le temps de la Chine en Afrique : enjeux et réalités au Sud du Sahara*, Paris, Karthala.

CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël, 2008, « Un demi-siècle de relations Chine-Afrique. Évolution des analyses », *Afrique contemporaine*, 228, p. 35-48.

FAIVRE Agnès, 2020, « Afrique : Quand Jack Ma trace sa route », *Le Point Afrique*, disponible sur le site internet https://www.lepoint.fr/afrique/afrique-quand-jack-ma-trace-sa-route-14-04-2020-2371399_3826.ph, (consulté le 2 juin 2020).

FINANCIAL TIMES, 2020, « US Warns over Chinese 'Spying' on African Disease Control Centre », disponible en anglais sur le site internet www.ft.com/content/cef96328-475a-11ea-aeb3-955839e0644, (consulté le 18 juin 2020).

GAYE Adama, 2006, *Le dragon et l'autruche*, Paris, L'Harmattan.

Jeune Afrique, 2020, « Coronavirus : l'Union Africaine dénonce les discriminations dont sont victimes les Africains en Chine », disponible sur le site internet www.jeuneafrique.com/926030/politique/coronavirus-lunion-africaine-denonce-les-discriminations-dont-sont-

[victimes-les-africains-en-chine/](#), (consulté le 20 juin 2020).

JULIENNE Marc, 2020, « Economy and Diplomacy: China's Two Challenge in the Post-COVID-19 World: will China Rise Stronger from the Pandemic », *Ifri/Lettre du Centre Asie*, 82, p. 1-6.

LAFARGUE François, 2009, « La Chine en Afrique : une réalité à nuancer », *Diploweb*, p. 1-11, disponible sur le site internet www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-une-realite-a.html, (consulté le 22 mars 2020).

MARSH Jenni, 2020, « Beijing Faces a Diplomatic Crisis after Reports of Mistreatment of Africans in China Causes Outrage », *CNN*, disponible en anglais sur le site internet <https://edition.cnn.com/2020/04/13/asia/china-guangzhou-african-blacklash-hnk-intl/index.html>, (consulté le 25 juin 2020).

NIQUET Valérie, 2020, « Un défi pour le multilatéralisme : l'instrumentalisation de l'Afrique par la Chine et ses conséquences sur les décisions de l'OMS », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 21/20, p. 1-11.

NIAMBI Nathanaël, 2019, « China in Africa: Debtbook Diplomacy? », *Open Journal of Political Science*, 9, p. 220-242.

NIAMBI Nathanaël, 2019, *France et Chine en Afrique centrale : de la compétition à la coopération ?*, Paris, L'Harmattan.

NIANG Ibrahima, 2018, « Afrique-Chine : du politique à l'économique, une si longue histoire », *Le Point Économie*, disponible sur le site internet www.lepoint.fr/economie/afrique-chine-du-politique-a-l-economique-une-si-longue-histoire-22-07-2018-2238157_28.php, (consulté le 5 juillet 2020).

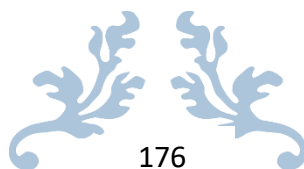
STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, 2011, *La Chine et les grandes puissances en Afrique : une approche géostratégique et géoéconomique*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain.

VIALA-GAUDEFROY Jérôme et
LINDAMAN Dana, 2020, « Donald
Trump : les maux et les mots du virus »,
The Conversation, disponible sur le site
internet [https://theconversation.com/d
onald-trump-les-maux-et-les-mots-du-
virus-136530](https://theconversation.com/donald-trump-les-maux-et-les-mots-du-virus-136530) (consulté le 7 juillet 2020).

Numéro 009 Mars 2023
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°009 Mars 2023